

M. Rakovski nous dit...

Christian Rakovsky

Source: «La Volonté», vendredi 11 décembre 1925, pp. 2-3. Notes MIA.

Il n'y a plus d'ambassadeurs de toutes les Russies en France. Toutes les Russies, telles qu'on les connaissait au temps du tsarisme, ont disparu pendant la Révolution d'Octobre. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a pris leur place, et c'est elle – elle seule, et c'est assez – qu'entend représenter, à Paris, Christian Rakovski.

Il est installé dans son bureau somptueux, son bureau d'ancien régime, comme il serait installé partout ailleurs : simplement. Son accueil est cordial, un tantinet malicieux. Sans arrêter de fumer, de répondre au téléphone qui n'a de cesse, il trouve le moyen de sourire, de répondre à votre bienvenue, de réclamer notre interrogatoire.

Car il est pressé. Tout à l'heure, il était à l'Élysée, où, solennellement, il présentait au Président de la République française ses lettres de créance. La cérémonie, pour importante qu'elle soit, n'a pas laissé de le retarder dans ses occupations, et c'est pure complaisance, quant à lui, de nous bien vouloir accueillir en ce moment. Nous commençons, tout de go :

Où en sont les rapports franco-russes ?

— Ils sont en bonne voie. Des conversations que nous avons eues, jusqu'à présent, aussi bien M. [Tchitchérine](#) que moi, avec les représentants du gouvernement français, particulièrement avec M. Briand, nous avons emporté la meilleure impression. Il est juste de dire que ces conversations ont porté sur des questions générales. Nous ne sommes pas encore entrés dans la voie des précisions, mais il est déjà intéressant de constater les bonnes dispositions manifestées de part et d'autre.

Évidemment, nous n'arriverons pas à accorder nos intérêts tout d'un coup. Vous avez eu à discuter avec les États-Unis, avec l'Angleterre, une seule question : la question des dettes de guerre et vous savez que cela n'a pas marché très vite. J'espère que nous allons faire, non pas triompher – ce n'est pas le mot qui correspond à la situation parce que dans toutes négociations, il y a des concessions à faire des deux côtés – mais faire comprendre notre point de vue.

Quelles sont les questions en suspens ? Les questions économiques aussi bien que les questions politiques.

Toutes les questions sont en suspens : et la question des dettes, et la question des biens russes en France, et la question de propriété, etc. Mais il y a déjà un acheminement général dans notre ligne politique. Il est d'un intérêt primordial pour vous, par exemple, que nous nous rapprochions de la Pologne. Vous connaissez l'effet qu'a eu la visite de M. Tchitchérine à Varsovie¹, non moindre sera l'effet de la visite de M. Skrzynski² à Moscou.

¹ Afin de contrebalancer les effets de la future Conférence de Locarno et du front anti-soviétique qu'elle risquait de créer, le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS fit un bref séjour en Pologne les 27-29 septembre 1925.

² Skrzynski, Alexander Jozef, comte (1882-1931), homme politique et diplomate polonais. Ministre des Affaires étrangères et Premier ministre (1925-1926) jusqu'au coup d'État de Piłsudski en 1926.

La visite de M. Tchitchérine à Varsovie était déjà le résultat d'un rapprochement lent mais sûr qui s'est fait depuis plusieurs mois, je dirai depuis deux ans. Ainsi, les axes de la politique française et de la politique de l'Union des Soviets commencent à se rencontrer.

Croyez-vous arriver à une entente complète, et par quelle voie ?

— Oui, nous croyons arriver à un accord complet, mais même si cet accord n'est pas complet, sous certains points, il n'en sera pas moins d'un effet considérable pour la paix en Europe.

Voyez-vous des points de friction dans la politique internationale entre la Russie soviétique et la France ?

— Ce serait téméraire de ma part de dire qu'il ne peut pas y avoir de frictions, nos gouvernements ayant sur plusieurs points de politique extérieure des conceptions différentes. Mais les événements des derniers temps n'ont fait que faciliter la tâche du rapprochement entre nos deux pays. Ainsi, le rapprochement entre la France et l'Allemagne entre autre est un facteur positif, de même que le rapprochement entre la Russie et la Pologne.

Pourquoi la Russie se refuse à entrer dans la Société des Nations³ et comment, dans ce cas, elle conçoit la possibilité d'une coopération internationale ?

— Voilà un de ces points où nos conceptions diffèrent. D'autre part, dans la Ligue des Nations, il y a beaucoup d'États qui n'ont même pas avec nous de relations diplomatiques, certains de ces États n'ont pas résolu avec nous même les problèmes territoriaux, c'est le cas de la Roumanie. Enfin, d'autres États, et non les moins importants, comme par exemple les États-Unis d'Amérique, eux non plus ne font pas partie de la Ligue des Nations.

Voilà l'ensemble des circonstances qui expliquent suffisamment notre abstention. En ce qui concerne la question d'une coopération internationale, non seulement nous ne nous refusons pas, mais nous en sommes des partisans décidés. Ainsi, sur l'initiative du secrétariat de la Ligue des Nations, une conférence sanitaire et une conférence sur la navigation intérieure ont été convoqués, nous avons pris part à ces deux conférences. Et chaque fois que nous serons invités à prendre part à une initiative, soit à une conférence économique, soit à une conférence de désarmement, nous serons parmi les participants.

Nous désirons même aussi envoyer un observateur à Genève, à condition que le conflit pendant entre la Suisse et nous, provoqué par l'assassinat de [Vorovsky](#), soit liquidé.

Que pensez-vous des reproches formulés contre la Russie soviétique d'entretenir l'agitation en Orient et en Extrême Orient aux dépens de certaines puissances colonisatrices ?

— Ni directement, ni indirectement la Russie n'est mêlée aux événements de Syrie ou du Maroc⁴, de Mossoul ou d'Arabie. Je le déclare de la façon la plus catégorique. Tout ce qu'on a publié à ce sujet contre nous est faux. C'est surtout des correspondants anglais, établis à Riga et ailleurs, qui se livrent à ce jeu d'intrigues. De même, je déclare apocryphes tous les traités qu'on nous attribue. Celui avec la Turquie contre ses voisins ou avec l'Italie contre la Turquie, sont du domaine de la fantaisie, comme d'ailleurs il en était de même avec la prétendue alliance militaire que nous aurions signée avec

3 Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

4 Plusieurs révoltes et insurrections armées (Guerre du Rif au Maroc) ont éclaté dans ces pays contre la domination impérialiste française.

l'Allemagne à Rapallo⁵.

Quand on parle de notre politique en Orient, on ne doit pas oublier que nous sommes les voisins directs de la Chine, de la Perse, de l'Afghanistan et sans vouloir nous mêler des affaires intérieures de ces pays, nous pouvons bien souhaiter, dans notre propre intérêt et dans l'intérêt de la paix en général, que ces pays puissent se développer librement, puissent achever leur unité nationale et organiser leurs institutions à la manière de tous les autres pays.

Nous n'avons pas de visées de conquête et l'amitié qui existe entre nous et ces pays, comme notre amitié avec la Turquie, sont les meilleures preuves que nous avons rompus avec l'ancienne tradition tsariste qui voyait dans ses voisins de l'Est des territoires à conquérir.

D'ailleurs, le principe de la libre détermination n'est pas un principe propre au gouvernement soviétique. Il a été proclamé pendant la guerre par les Alliés, et comme je parle en France, je dois rappeler que c'est un principe français. Vous le trouverez dans les « *Lettres d'un Genevois* » de Saint-Simon⁶ qui, lui-même l'a rapporté avec ses autres compatriotes comme La Fayette, des États-Unis où ils avaient participé à la guerre de l'Indépendance.

Croyez-vous que la Russie puisse se passer du concours des puissances de l'Europe pour se relever économiquement et pour développer ses forces de production et de création ?

— Je ne pense pas qu'il y ait un seul pays au monde qui puisse, d'une façon absolue, se passer du concours des autres pays. Ceci n'était pas même possible au Moyen Âge, mais aujourd'hui avec le développement de l'industrie, de l'agriculture et des voies de communication, ce serait une pure absurdité. Cependant, d'une façon relative, on peut dire que par sa situation géographique et par ses ressources naturelles immenses, la Russie est un des pays qui peut, plus que tout autre, se développer même dans un isolement relatif. Mais ce développement sera forcément lent.

D'une façon générale, la Russie ne peut pas se passer de l'Europe comme l'Europe ne peut pas se passer de la Russie. Si le divorce se produit, c'est au détriment des deux parties, le besoin d'un concours réciproque étant également indispensable aux deux côtés.

Je sais qu'il y a de grands orgueilleux qui disent ; « Nous pouvons bien nous passer de la Russie ». Ce n'est pas vrai. Vous pouvez chasser la Russie par la porte, elle rentrera par la fenêtre. Sans la participation active de la Russie, il n'y a pas d'équilibre, ni économique, ni politique.

Il est tard. Par trois fois, un secrétaire est venu frapper à la porte. Il y a des visiteurs et des visiteurs de marque, qui patientent. Nous ne les ferons pas languir. Nous nous levons. En nous quittant, Christian Rakovski sourit à nouveau :

— À bientôt !

T. Z.

⁵ Il s'agit du traité conclu le 16 avril 1922 entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne à Rapallo (Italie), en marge de la Conférence de Gênes. Le traité prévoyait le rétablissement des rapports diplomatiques entre les deux pays et la renonciation réciproque aux indemnités de guerre. A la suite de ce traité, des accords militaires secret ont bel et bien été conclu entre l'URSS et l'Allemagne de la République de Weimar.

⁶ *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, du philosophe et socialiste utopique Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825).